



Le Ministre

## COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

Depuis hier, c'est par les médias périphériques et les réseaux sociaux que le Gouvernement de la RDC et les Congolais ont appris ce qui apparaît comme un scoop : la liste des officiers des FARDC et de la Police Nationale Congolaise sanctionnés par le Département du Trésor américain pour des prétendues violations des Droits de l'Homme en RDC vient de s'allonger de deux noms.

Il y a quelques mois, c'était le Général commandant la police de la capitale qui avait subi les foudres de ce Gouvernement étranger pour avoir porté un coup jugé trop sévère au banditisme urbain communément appelé 'Kuluna' dans la ville capitale Kinshasa.

L'un des officiers généraux concernés par les nouvelles sanctions unilatérales américaines annoncées hier est sanctionné pour avoir empêché avec trop de fermeté des bandes d'émeutiers qui s'apprêtaient à incendier le Palais du peuple, siège du Parlement congolais, sauvant ainsi des flammes le temple de la démocratie de notre pays. A cet officier est ajouté un autre pourtant suspendu et qui n'était pas en fonction. Le Gouvernement des Etats-Unis reproche à ce dernier d'avoir « *menacé de mort les candidats de l'opposition ou ceux qui ne voteraient pas pour les candidats de la Majorité lors de l'élection des Gouverneurs dans les nouvelles provinces au mois de mars dernier* ».

A la lumière de ces initiatives cavalières et sans qu'aucune plainte dans l'ordre judiciaire interne n'ait été articulée à l'endroit de l'un ou l'autre de ces officiers, le Gouvernement s'interroge sur la logique et les motivations des autorités américaines. Il apparaît clairement qu'en revisitant l'histoire, ce schéma correspond à celui qui a conduit au chaos des pays comme la Libye ou le Sud-Soudan aujourd'hui menacés de disparition après avoir été soi-disant "aidés" par ceux qui se sont arrogés le rôle de maîtres du monde et pour lesquels sont versés maintenant des larmes de crocodile.

Alors que les forces vives de la Nation congolaise se sont donné rendez-vous autour du dialogue politique national pour dégager un consensus en ce qui concerne le processus électoral voulu apaisé, des pressions et des injonctions comminatoires d'origine étrangère continuent ainsi de semer le trouble dans les esprits. Des dates sont fixées, des agendas qui ne tiennent aucun compte des réalités nationales concrètes sont imposés en même temps que sont prononcées des sanctions ubuesques en violation de toutes les règles de procédure et même du droit international.

La RDC, déjà victime de ces schémas imposés de la part des mêmes Etats qui n'ont jamais, jusqu'à ce jour, rendu compte des tragédies naguère vécues par son peuple, notamment avec l'ignoble assassinat de son élu Patrice-Emery Lumumba en 1961, ne veut plus, à aucun prix, alourdir le tribut à payer aux adeptes des ingérences extérieures attentatoires à son auto-détermination.

Le Gouvernement invite le peuple congolais à se souder au-delà des divergences partisans pour plus de réflexion et de prospective afin de comprendre où se situent réellement ses Intérêts Nationaux.

Fait à Kinshasa, le 29 SEPT 2018

Lambert MENDE OMALANGA